

Les banques et l'Algérie : mise en valeur impériale ou exploitation impérialiste ?

Session thématique « Le soubassement économique »

Mardi 20 juin 2006, matin (9h45-11h45), salle F 05

Nos études sur le déploiement de la Compagnie algérienne, du Crédit foncier d'Algérie & de Tunisie, de la Société générale, du Crédit lyonnais et du Comptoir national d'escompte de Paris en Afrique du Nord, qui ont prolongé les analyses effectuées sur diverses maisons au Maroc – Guillen – ou en Tunisie – Gharbi –, permettent désormais de mieux comprendre les stratégies, les méthodes, l'organisation, les activités de ces établissements outre-mer. Ils ont contribué à la « modernisation » de cet outre-mer maghrébin en y diffusant des outils modernes de crédit, en élargissant sensiblement les débouchés des productions agricoles, en contribuant à l'essaimage d'un système de production semi-industriel. En revanche, leurs clientèles ont été constituées sensiblement parmi les entreprises venues d'Europe, l'appareil d'État, les populations et producteurs issus des migrations européennes; leur engagement dans le « développement » des producteurs et des commerçants autochtones a été limité en direct – même si l'on peut prétendre que, indirectement, leur action a permis de multiplier l'emploi rural ou citoyen.

C'est donc la « logique » de croissance de ces banques qu'il faut reconstituer afin de déterminer si elles contribuent à aggraver « le rapport inégal » ou si elles ont été véritablement des leviers de modernisation et de développement.